



Mobilisations lycéennes, SUD CT au côté des jeunes pour leurs revendications et contre la répression !

Depuis le 27 septembre, les lycéen·nes, avec leurs professeur·es, leurs AED et les personnels territoriaux des lycées sont entré·es en mouvement.

Leurs revendications sont limpides : **elles et ils défendent le service public de l'éducation** et réclament des moyens pour tout simplement étudier. Il faut des profs, des remplaçant·es, des infirmières scolaires, des assistantes sociales, agent·es territoriaux des établissements scolaires, des AESH, baisser le nombre d'élèves par classe, des établissements en bon état, y compris pour la canicule comme en période de grand froid.

En face, le gouvernement poursuit sa politique de destruction du service public de l'éducation avec une austérité toujours plus violente, 4000 suppressions de poste cette rentrée. À cela se rajoute Parcoursup qui empêche la jeunesse de se former et accentue les inégalités au détriment des classes populaires.

Les collectivités territoriales chargées de la construction et de l'entretien des établissements, conduisent elles aussi une politique d'austérité en laissant les établissements se dégrader, en préférant financer le tout sécuritaire (portiques, caméras) au détriment des conditions d'accueil.

De mauvaises conditions d'étude pour les lycéen·nes sont aussi de mauvaises conditions de travail pour les agent·es territoriaux et de l'éducation nationale.

SUD CT apporte son soutien plein et entier aux jeunes et à l'ensemble des personnels de la communauté éducative. Nous faisons nôtres leurs revendications.

La violence politique d'austérité budgétaire s'accompagne une fois de plus d'une violence bien concrète. Des centaines d'arrestations arbitraires pour la plupart à l'encontre de mineur·es, des violences physiques (étranglement, grenades lacrymogènes lancées au visage d'un enfant de 14 ans, tir de LBD dans la tête, coups de matraque...). Les auteurs de ces violences le font sous l'autorité du ministre de l'intérieur et des préfet·es, ils sont policiers, gendarmes et même policiers municipaux. SUD CT exige des poursuites judiciaires contre les donneuses et donneurs d'ordre et les auteurs.

SUD CT appelle les syndicats à participer à la défense des jeunes par leur présence devant les lycées pour s'interposer face aux violences policières. SUD CT apportera tout le soutien humain, juridique et logistique possible.

SUD CT appelle à se joindre à la mobilisation dès le 1 octobre et à la manifestation nationale du mardi 6 octobre des lycéen·nes, des étudiant·es et apprenti·es.

Cette atteinte aux droits fondamentaux de la femme et de l'homme mais aussi des droits des enfants doit faire l'objet de la dénonciation et de la mobilisation générale du monde du travail. Les revendications des lycéen·nes doivent être soutenues car elles sont d'intérêt général.

SUD CT y prendra toute sa part.

Paris le 30 septembre